



CHAPITRE 56

Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants

[Sanctionnée le 17 juillet 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 1,
mod.
1. L'article 1 du Régime de retraite des enseignants (1965, 1^{re} session, chapitre 68), modifié par l'article 1 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe *e*, le suivant:

« enfant à charge ». *f*) « enfant à charge » signifie tout enfant, quelle que soit sa filiation, qui dépend d'une autre personne pour sa subsistance. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 2,
mod.
2. L'article 2 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe *d*, le mot « mentale », par ce qui suit: « mentale; ou »;

b) en ajoutant, après le paragraphe *d*, le suivant:

« *e*) qui a au moins trente-deux ans de service et cinquante-cinq ans d'âge. »;

c) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Pension annuelle. « Une telle pension est aussi accordée à un tel enseignant qui a au moins vingt-deux ans de service et cinquante-cinq ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, cinquante ans; dans ce cas, la pension est réduite de un demi de un pour cent pour chaque mois compris dans la période commençant à la date à laquelle la pension est accordée à cet enseignant et la date la plus rapprochée à laquelle elle

CHAPTER 56

An Act to amend the Teachers Pension Plan

[Assented to 17th July 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Teachers Pension Plan (1965, 1st session, chapter 68), amended by section 1 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is again amended by adding after paragraph *e* the following:

“(f) “dependent child” means any child, whatever his filiation, who is dependent upon another person for his subsistence.”

2. Section 2 of the said act is amended:

a) by inserting after the word “infirmary” in the fourth line of paragraph *d* the word “, or”;

b) by adding after paragraph *d* the following:

“(e) who has at least thirty-two years of service and is at least fifty-five years of age.”;

c) by adding at the end the following paragraph:

“Such a pension shall also be granted to any such teacher who has at least twenty-two years of service and is at least fifty-five years of age or, in the case of a female person, fifty years of age; in such case, the pension shall be reduced by one-half of one per cent for each month included in the period beginning on the date on which the pension is granted to such teacher and the nearest date on which it

lui aurait autrement été accordée en vertu des paragraphes *a, b, c* ou *e.* »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
aa. 3a, 3b,
aj.

Revalorisation des pensions.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 3, les suivants:

« **3a.** Le montant de toute pension qui a commencé à courir au cours d'une année précédant le 1^{er} janvier 1962 est, à compter du 1^{er} janvier 1969, augmenté de 16%; le montant de toute pension qui a commencé à courir au cours d'une année qui suit le 31 décembre 1961 et qui précède le 1^{er} janvier 1969 est augmenté, à compter de cette dernière date, du pourcentage qui apparaît, à l'égard de chacune de ces années, au tableau suivant:

1962.....	14%
1963.....	12%
1964.....	10%
1965.....	8%
1966.....	6%
1967.....	4%
1968.....	2%

Id., des demi-pensions.

Il en est de même de toute demi-pension qui a commencé à courir avant le 1^{er} janvier 1969, mais si elle est payable par suite de la mort d'un enseignant retraité, ces pourcentages s'appliquent à la pension que recevait cet enseignant aux fins de déterminer l'augmentation de la demi-pension dont il s'agit.

Indexation.

« **3b.** Le montant de toute pension, de toute demi-pension et de tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi doit, à compter du 1^{er} janvier 1969, être ajusté annuellement de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

Pension différée.

Dans le cas de pensions différées, l'ajustement prévu à l'alinéa précédent ne

would otherwise have been granted to him or her under paragraph *a, b, c* or *e.* »

3. The said act is amended by inserting after section 3 the following:

1965
(1st sess.),
c. 68,
ss. 3a, 3b,
added.

Revalorization of pensions.

“**3a.** The amount of any pension that commenced to accrue during any year preceding the 1st of January 1962 shall, from the 1st of January 1969, be increased by 16%; the amount of any pension that commenced to accrue during any year following the 31st of December 1961 and preceding the 1st of January 1969 shall be increased, from such last mentioned date, by the percentage shown opposite each of such years in the following table:

1962.....	14%
1963.....	12%
1964.....	10%
1965.....	8%
1966.....	6%
1967.....	4%
1968.....	2%

The same shall apply to any half pension which commenced to accrue before the 1st of January 1969, but if it is payable in consequence of the death of a superannuated teacher, such percentages shall apply to the pension which such teacher was receiving for the purposes of determining the increase in the half pension in question.

Id., of half-pensions.

“**3b.** The amount of any pension, any half pension and all other benefits payable under this act shall, from the 1st of January 1969, be adjusted annually, in the manner and at the time prescribed in accordance with section 130 of the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) for the adjustment of the benefits payable under the said act, so that the amount payable for a month in any subsequent year is equal to the product obtained by multiplying the amount that otherwise would have been payable for that month by the proportion that the Pension Index for such subsequent year bears to the Pension Index for the year that preceded it.

Indexing.

In the case of deferred pensions, the adjustment contemplated in the preceding

Deferred pensions.

s'applique qu'à compter du début de l'année qui suit la date à laquelle doit débiter le paiement de la pension. »

paragraph shall apply only from the beginning of the year following the date on which the payment of the pension is to begin."

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 4,
remp.
4. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

4. Section 4 of the said act, amended by section 3 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:
1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 4,
replaced.

Montant
mini-
mum.

« **4.** Le montant de toute pension ou demi-pension accordée après dix années de service, sauf celle qui est prévue à l'article 14, est porté à mille quarante-quatre dollars par année, déduction faite du montant initial de la rente du régime général, tant que le titulaire n'a pas atteint l'âge de la pension de vieillesse.

« **4.** The amount of any pension or half pension granted after ten years of service, other than that contemplated in section 14, shall be increased to one thousand and forty-four dollars per year, less the basic amount of the general plan, as long as the pensioner has not reached statutory old age.

Indexa-
tion.

Le montant auquel est portée toute pension ou demi-pension et qui est prévu au premier alinéa du présent article doit être ajusté chaque année conformément à l'article 3b. »

The amount contemplated in the first paragraph of this section to which any pension or half pension is to be increased shall be adjusted each year in accordance with section 3b."

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 5,
mod.
5. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par ce qui suit:

5. Section 5 of the said act, amended by section 4 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the last paragraph by the following:
1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 5,
am.

Mater-
nité.

« Il est ajouté à la durée des services de tout enseignant du sexe féminin qui s'est absenté par cause de maternité après le 30 juin 1970 un nombre de jours égal au nombre de jours compris dans la période continue au cours de laquelle il s'est absenté pour chaque accouchement mais ne pouvant excéder quatre-vingt-dix, afin de lui permettre de compléter toute année scolaire qui serait autrement incomplète pour fin de pension en raison de cette absence; un tel enseignant doit, pour que le présent alinéa s'y applique, en faire la demande au ministre des finances et lui fournir les renseignements qu'il requiert.

« There shall be added to the duration of the services of every female teacher who is absent for reasons of maternity after the 30th of June 1970 a number of days equal to the number of days comprised in the continuous period during which she is absent for each confinement, but not to exceed ninety, in order to allow her to complete a school year which, by reason of such absence, would otherwise be incomplete for pension purposes; to have this paragraph apply to her, such a teacher must make application therefor to the Minister of Finance and furnish him with the information he requires.

Jours
ajoutés
pour com-
pléter
année.

En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lors de la mise à la retraite d'un enseignant et sur avis du conseil consultatif institué en vertu de l'article 28, ajouter au plus quatre-vingt-dix jours à la durée des services accomplis par un enseignant après le 30 juin 1965, pour lui permettre de compléter toute année scolaire qui autrement serait incomplète pour fin de pension. »

In addition, when a teacher is superannuated, the Lieutenant-Governor in Council, upon the advice of the advisory council established under section 28, may add not more than ninety days to the duration of the services rendered by a teacher after the 30th of June 1965, to allow him to complete a school year which otherwise would be incomplete for pension purposes."

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 6,
mod.

6. L'article 6 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, le mot « dernier » par le mot « deuxième ».

Id., a. 8,
mod.

7. L'article 8 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Vingt-six
verse-
ments.

« Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter, aux conditions qu'il détermine, que la pension sera payée en vingt-six versements au lieu de l'être en douze versements. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 10,
remp.

8. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Pension à
la veuve
et aux
enfants.

« **10.** À compter du jour que cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, du traitement d'un enseignant, sa veuve non divorcée a droit de recevoir, aussi longtemps que dure son état de viduité, la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite; elle a aussi droit de recevoir 10% de cette pension pour chaque enfant de cet enseignant qui est à la charge de cette veuve et qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, qui est âgé de moins de vingt-et-un ans, mais elle ne peut ainsi recevoir plus de 40% de cette pension pour l'ensemble de ces enfants à sa charge. Si cette veuve se remarie, elle cesse d'avoir droit à la demi-pension mais chacun de ces enfants a droit de recevoir 10% de cette pension; toutefois, il ne peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 40% de cette pension. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 10a,
aj.

9. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 10, le suivant:

Pension
au veuf
invalide et
aux
enfants.

« **10a.** À compter du jour que cesse, par suite de décès, le paiement de la pension ou du traitement d'un enseignant du sexe féminin qui était le seul soutien de son mari invalide ou de ses enfants, le mari invalide non divorcé a droit de recevoir la moitié de la pension que sa femme recevait ou qu'elle aurait eu le droit de recevoir si elle avait été à sa retraite; il a aussi droit de recevoir 10% de cette pension pour chacun des enfants de cet enseignant qui est à la charge du mari invalide et qui est

6. Section 6 of the said act is amended by replacing the word "last" in the third line of the second paragraph by the word "second".

1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 6,
am.

7. Section 8 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Id., s. 8,
am.

"Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may order, on such conditions as he determines, that the pension will be paid in twenty-six instalments instead of twelve."

Twenty-
six instal-
ments.

8. Section 10 of the said act is replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 10,
replaced.

"**10.** From the day when the pension or the salary, as the case may be, of a teacher ceases to be paid, his widow, if she is not divorced, shall be entitled to receive, as long as she remains a widow, one-half of the pension which he was receiving or would have been entitled to receive had he been superannuated; she shall also be entitled to receive 10% of such pension for each child of such teacher who is a dependent of such widow and less than eighteen years of age or, if he regularly attends a teaching institution, less than twenty-one years of age, but she shall not so receive more than 40% of such pension for all of such dependent children. If such widow remarries, she shall cease to be entitled to the half pension, but each of such children shall be entitled to receive 10% of such pension. However, not more than 40% of such pension shall be paid to all of such children."

Pension to
widow
and
children.

9. The said act is amended by inserting after section 10 the following:

1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 10a,
added.

"**10a.** From the day when, owing to death, payment of the pension or salary of a female teacher who was the sole support of her disabled husband or of her children ceases, the disabled husband, if not divorced, shall be entitled to receive one-half of the pension which his wife was receiving or which she would have been entitled to receive had she been superannuated; he shall also be entitled to receive 10% of such pension for each child of such teacher who is a dependent

Pension to
disabled
widower
and
children.

âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, qui est âgé de moins de vingt-et-un ans, mais il ne peut ainsi recevoir plus de 40% de cette pension pour l'ensemble des enfants à sa charge.

Pension
aux
enfants.

Si ce veuf invalide décède, ou si cet enseignant du sexe féminin meurt alors que son mari invalide l'a précédé ou que son mariage avec lui avait été dissous par divorce, chacun des enfants de cet enseignant âgés de moins de dix-huit ans ou, s'ils fréquentent assidûment une institution d'enseignement, âgés de moins de vingt-et-un ans, a droit de recevoir 20% de la pension que cet enseignant recevait ou aurait eu le droit de recevoir, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt-et-un ans; toutefois, il ne peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 80% de cette pension. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 11,
remp.

10. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Pension
aux
enfants.

« **11.** Si la veuve d'un enseignant décède, ou si un enseignant décède alors que sa femme l'a précédé ou que son mariage avec elle avait été dissous par divorce, chacun des enfants de cet enseignant âgés de moins de dix-huit ans ou, s'ils fréquentent assidûment une institution d'enseignement, âgés de moins de vingt-et-un ans, a droit de recevoir 20% de la pension que cet enseignant recevait ou aurait eu le droit de recevoir, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans, ou s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt-et-un ans; toutefois, il ne peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 80% de cette pension. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 12,
remp.

11. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Décès
après
1968.

« **12.** Dans le cas d'un enseignant qui décède après le premier janvier 1968 et avant l'âge de la pension de vieillesse, les bénéfices prévus aux articles 10, 10a et 11 se calculent en faisant la réduction

of the disabled husband and is less than eighteen years of age or, if he regularly attends a teaching institution, less than twenty-one years of age, but he shall not so receive more than 40% of such pension for all of his dependent children.

If such disabled widower dies or if such female teacher dies and her disabled husband has predeceased her, or their marriage has been dissolved by divorce, each child of such teacher who is less than eighteen years of age or, if he regularly attends a teaching institution, less than twenty-one years of age, shall be entitled to receive 20% of the pension which such teacher was receiving or would have been entitled to receive, until he has reached the age of eighteen years or, if he regularly attends a teaching institution, until he has reached the age of twenty-one years. However, not more than 80% of such pension shall be paid to all of such children."

Pension
to
children.

10. Section 11 of the said act is replaced by the following :

1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 11,
replaced.

« **11.** If the widow of a teacher dies, or if a teacher dies and his wife has predeceased him, or their marriage has been dissolved by divorce, each child of such teacher who is less than eighteen years of age or, if he regularly attends a teaching institution, less than twenty-one years of age, shall be entitled to receive 20% of the pension which such teacher was receiving or would have been entitled to receive, until he has reached the age of eighteen years or, if he regularly attends a teaching institution, until he has reached the age of twenty-one years. However, not more than 80% of such pension shall be paid to all of such children."

Pension
to
children.

11. Section 12 of the said act is replaced by the following :

1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 12,
replaced.

« **12.** In the case of a teacher who dies after the 1st of January 1968 and before he reaches statutory old age, the benefits contemplated in sections 10, 10a and 11 shall be computed by making

Death
after
1968.

prévue en cas de retraite à raison d'infirmité. »

the reduction contemplated for the case of superannuation by reason of infirmity."

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 12a,
mod.

12. L'article 12a de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant, à la fin, les mots et chiffres « de la demi-pension sans la réduction prévue à l'article 3, même dans le cas prévu à l'article 12 » par ce qui suit: « des bénéfices prévus aux articles 10, 10a et 11, sans la réduction prévue à l'article 3, même dans le cas prévu à l'article 12 ».

12. Section 12a of the said act, 1965
enacted by section 6 of chapter 64 of the (1st sess.),
statutes of 1966/1967, is amended by c. 68,
replacing, at the end, the words and s. 12a,
figures "of the half pension without the am.
reduction contemplated in section 3, even in the case contemplated in section 12" by the words: "of the benefits contemplated in sections 10, 10a and 11, without the reduction contemplated in section 3, even in the case contemplated in section 12".

Id., a. 13,
rempl.

13. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

13. Section 13 of the said act, amen- Id., s. 13,
ded by section 7 of chapter 64 of the stat- replaced.
utes of 1966/1967, is replaced by the following:

Mensualités.

« **13.** Les bénéfices prévus par les articles 10, 10a et 11 sont payés par mensualités et à terme échu et courent à l'égard de toute personne jusqu'au premier du mois qui suit la date à laquelle cette personne cesse d'y avoir droit.

« **13.** The benefits contemplated by Monthly
sections 10, 10a and 11 shall be paid in benefits.
monthly instalments at the due date and shall continue as regards any person until the first day of the month next after the date on which such person ceases to be entitled thereto.

Vingt-six versements.

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter, aux conditions qu'il détermine, que ces bénéfices seront payés en vingt-six versements au lieu de l'être en douze versements. »

Nevertheless, the Lieutenant-Governor Twenty-
in Council may order, on such conditions six instal-
as he determines, that such benefits shall ments.
be paid in twenty-six instalments instead of twelve."

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 13a,
aj.

14. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 13, le suivant:

14. The said act is amended by 1965
inserting after section 13 the following: (1st sess.),
c. 68,
s. 13a,
added.

Rem-
bourse-
ment
de contri-
butions.

« **13a.** Si le total des montants versés à titre de pension à un enseignant et des bénéfices versés après son décès à sa veuve ou à son mari invalide et aux enfants de cet enseignant qui sont à la charge de la veuve ou du mari invalide, est inférieur au montant total des contributions versées par cet enseignant, la différence est payée sans intérêt à sa succession, en un seul versement, dès qu'ont cessé les versements de telle pension ou de tels bénéfices à la dernière personne qui y avait droit. »

« **13a.** If the aggregate of the amounts Repay-
paid as a pension to a teacher and of ment of
the benefits paid after his death to contrib-
his widow or to a disabled husband and utions.
to the children of such teacher, who are dependents of the widow or of the disabled husband, is less than the aggregate amount of the contributions paid by such teacher, the difference shall be paid without interest to his estate, in one single payment, as soon as the payments of such pension or of such benefits to the last person entitled thereto have ceased."

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 14,
rempl.

15. L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

15. Section 14 of the said act, amended 1965
by section 8 of chapter 64 of the statutes (1st sess.),
of 1966/1967, is replaced by the following: c. 68,
s. 14,
replaced.

Pension
différée.

« 14. Si, après dix ans de service, un enseignant cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi, il a droit à une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, jusqu'à ce qu'il devienne invalide ou jusqu'à ce qu'il commence à recevoir une pension en vertu de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6) pourvu, dans ce dernier cas, qu'il remette ses contributions si elles lui ont été remboursées. S'il décède dans l'intervalle, les bénéfices prévus aux articles 10, 10a et 11 deviennent payables de la façon qui y est indiquée, sinon les retenues sont alors remises sans intérêt à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

Idem.

Si, avant le 1^{er} juillet 1968, un enseignant du sexe féminin qui a atteint l'âge de cinquante ans cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi après au moins vingt ans de service, dont trois au cours des cinq années précédentes, il a droit à une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de cinquante-six ans. S'il décède dans l'intervalle, les bénéfices prévus aux articles 10a et 11 deviennent payables de la façon qui y est indiquée, sinon les retenues sont alors remises sans intérêt au veuf de cette personne, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
s. 15,
mod.

16. L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots et chiffre « et c de l'article 2 » par ce qui suit: « c et e de l'article 2 ou du dernier alinéa de cet article ».

Id., s. 16,
mod.

17. L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant le quatrième alinéa par les suivants:

Congé
sans
solde ou
périodes
d'études.

« Le temps pendant lequel un enseignant bénéficie d'un congé sans solde ou cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi pour poursuivre des études spécialisées, conformément aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lui est compté à l'égard de chacune

Deferred
pension.

« 14. If, after ten years of service, a teacher ceases to hold an office contemplated by this act, he shall be entitled to a pension deferred until he reaches the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years, until he becomes disabled or until he begins to receive a pension under the Legislature Act (Revised Statutes, 1964, chapter 6), provided in the latter case that he returns his contributions if they have been repaid to him. If he dies in the meantime, the benefits contemplated in sections 10, 10a and 11 shall become payable in the manner indicated therein; otherwise, the deductions shall then be returned without interest to his children or, if he leaves no children, to his legal representatives.

Idem.

If, before the 1st of July 1968, a female teacher who has reached the age of fifty years ceases to hold a position contemplated by this act, after twenty or more years of service, including three during the preceding five years, she shall be entitled to a pension deferred until she reaches the age of fifty-six years. If she dies in the meantime, the benefits contemplated in sections 10a and 11 shall become payable in the manner indicated therein; otherwise the deductions shall then be returned without interest to the widower of such person, to her children or, if she leaves no children, to her legal representatives."

16. Section 15 of the said act is amended by replacing the words and figure "and c of section 2" in the second line of the first paragraph by the following: "c and e of section 2 or under the last paragraph of such section".

17. Section 16 of the said act, amended by section 9 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the fourth paragraph by the following:

Id., s. 16,
am.

"The time during which a teacher is on leave without pay or ceases to hold a position contemplated by this act in order to engage in specialized studies in accordance with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council shall be counted for him for each of the years during

Leave
without
pay or
periods
of
studies.

des années pendant lesquelles il est ainsi en congé ou poursuit de telles études pourvu qu'il soit autorisé à cette fin par le ministre des finances et le ministre de l'éducation au cours de chacune de ces années et qu'il verse au fonds consolidé du revenu, pour chacune de ces années, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées, s'il n'avait pas été ainsi en congé ou s'il n'avait pas ainsi poursuivi de telles études, sur le traitement qu'il recevait au moment où il a été mis en congé ou a commencé à poursuivre ces études.

Époques des versements. Le ministre des finances détermine les époques auxquelles ces versements doivent être effectués. »

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 17, mod. **18.** L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 10 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les sixième, septième et huitième lignes, les mots « Loi des subventions aux institutions d'enseignement privées (15-16 Elizabeth II, chapitre 67) » par les mots « Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67) ».

Id., a. 18, mod. **19.** L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « le sous-paragraphe 3° » par les mots « le sous-paragraphe 4° ».

Id., a. 22, remp. **20.** L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Incessibilité et insaisissabilité. « **22.** La pension, la demi-pension, la pension différée, les autres bénéfices payables en vertu de la présente loi et les remboursements sont incessibles et insaisissables. »

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 23, remp. **21.** L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Paiement sur le fonds consolidé. « **23.** Le paiement des pensions, des demi-pensions, des autres bénéfices payables en vertu de la présente loi et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu. »

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 25a, aj. **22.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 25, le suivant :

which he is so on leave or is engaged in such studies, provided that he is authorized for such purpose by the Minister of Finance and the Minister of Education during each of such years and that he pays into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to the deductions which would have been made, if he had not so been on leave or had not so engaged in such studies, from the salary which he was receiving at the time when he was granted such leave or began to be engaged in such studies.

The Minister of Finance shall determine the times when such payments must be made." Time of payments.

18. Section 17 of the said act, amended by section 10 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the words "Private Educational Institutions Grants Act (15-16 Elizabeth II, chapter 67)" in the fifth, sixth and seventh lines by the words "Private Education Act (1968, chapter 67)". 1965 (1st sess.), c. 68, s. 17, am.

19. Section 18 of the said act, amended by section 11 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the words "sub-paragraph 3" in the second line by the words "sub-paragraph 4". Id., s. 18, am.

20. Section 22 of the said act is replaced by the following: Id., s. 22, replaced.

"**22.** The pension, half pension, deferred pension, other benefits payable under this act and reimbursements shall be neither transferable nor subject to seizure." Pension, etc., not transferable, etc.

21. Section 23 of the said act is replaced by the following: 1965 (1st sess.), c. 68, s. 23, replaced.

"**23.** The pensions, half pensions, other benefits payable under this act and reimbursements shall be paid out of the consolidated revenue fund." Consolidated revenue fund.

22. The said act is amended by inserting after section 25 the following: 1965 (1st sess.), c. 68, s. 25a, ad.

Député
à l'Assemblée
nationale.

« 25a. Tout enseignant qui a déjà été ou qui aura déjà été député à l'Assemblée nationale du Québec a droit de faire compter comme années de services, pour fins de pension, les années pendant lesquelles il a été député à l'Assemblée nationale et pour lesquelles il a versé la contribution prévue par l'article 104 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6), à moins qu'il n'ait droit à une pension en vertu de ladite loi; il doit, à cette fin, donner avis de son intention de se prévaloir du présent article au ministre des finances et verser au fonds consolidé du revenu un montant égal, pour chacune de ces années, à 5% du moindre de l'indemnité qu'il a reçu à titre de député ou du traitement qu'il aurait droit de recevoir au cours de la première année scolaire pendant laquelle il est enseignant, après avoir été député.

Id., avant
le 1^{er} jan.
1958.

Tout enseignant qui a déjà été député à l'Assemblée nationale du Québec et qui a cessé de l'être avant le 1^{er} janvier 1958 a aussi droit de faire compter les années pendant lesquelles il a été ainsi député comme années de services pour fins de pension et il doit, à cette fin, donner avis de son intention de se prévaloir du présent article au ministre des finances et verser au fonds consolidé du revenu un montant égal, pour chacune de ces années, à 5% de l'indemnité qu'il a reçue à titre de député au cours de chacune d'elles.

Forme de
l'avis.

Un tel avis doit être donné suivant une formule fournie ou approuvée par le ministre des finances au plus tard le 30 juin 1972 pour une telle personne qui était un enseignant le 30 juin 1970; si une telle personne est devenue un enseignant après le 30 juin 1970, cet avis doit être ainsi donné dans les vingt-quatre mois qui suivent la date où elle est devenue un enseignant.

Verse-
ments
annuels.

Quand le nombre d'années qu'un enseignant désire ainsi faire compter excède deux, le montant qu'il doit payer est réparti en versements annuels, égaux et consécutifs n'excédant pas cinq, si l'enseignant en fait la demande dans son avis précité, et payable avec un intérêt au taux de 5% l'an.

“25a. Any teacher who has been or shall have been a member of the National Assembly of Québec shall be entitled to have counted as years of service for pension purposes the years during which he was a member of the National Assembly and for which he has paid the contribution contemplated in section 104 of the Legislature Act (Revised Statutes, 1964, chapter 6), unless he is entitled to a pension under the said act; for such purpose, he must notify the Minister of Finance of his intention to avail himself of this section and pay into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to 5% of the lesser of the indemnity he received as a member or the salary he would be entitled to receive during the first school year during which he was a teacher after having been a member.

Member
of the
National
Assembly.

Any teacher who has been a member of the National Assembly of Québec and ceased to be a member before the 1st of January 1958 shall also be entitled to have counted as years of service for pension purposes the years during which he was thus a member and for such purpose he must notify the Minister of Finance of his intention to avail himself of this section and pay into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to 5% of the indemnity which he received as a member during each of such years.

Id., before
1st of Jan-
uary
1958.

Such a notice must be given according to a form furnished or approved by the Minister of Finance not later than the 30th of June 1972 for any such person who was a teacher on the 30th of June 1970; if such a person became a teacher after the 30th of June 1970, such notice must be so given within twenty-four months following the date when he became a teacher.

Form of
notice.

When the number of years which a teacher wishes to have counted exceeds two, the amount he must pay shall be payable in not more than five equal and consecutive annual instalments with interest at the rate of 5% per annum, if the teacher requests it in the abovementioned notice.

Annual
instal-
ments.

Base
de la
pension.

Sa pension, le cas échéant, est basée uniquement sur le traitement qu'il a reçu alors qu'il était enseignant. »

His pension, in such case, shall be based solely on the salary he received while he was a teacher." Basis of pension.

1965
(1^{re} sess.),
c. 68,
a. 27,
mod.

23. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 64 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié:

23. Section 27 of the said act, amended by section 14 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967, is again amended: 1965
(1st sess.),
c. 68,
s. 27,
am.

a) en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe *b*, après le mot « enseignant », les mots suivants: « qui bénéficie d'un congé sans solde ou »;

(a) by inserting after the word "teacher" in the second line of paragraph *b* the following words: "on leave without pay or";

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *d*, les mots « ou la pension différée », par les mots « , la pension différée ou tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi »;

(b) by replacing the words "or deferred pension" in the third line of paragraph *d* by the words ", deferred pension or any other benefit payable under this act";

c) en ajoutant, après le paragraphe *e*, le suivant:

(c) by adding after paragraph *e* the following:

« f) définir ce qui constitue une institution d'enseignement aux fins des articles 10, 10a et 11. »

"(f) define what constitutes a teaching institution for the purposes of sections 10, 10a and 11."

Pension
à certains
fonction-
naires de
l'ensei-
gnement.

24. Toute personne qui a été un fonctionnaire de l'enseignement auquel s'est appliquée la huitième partie de la Loi de l'instruction publique sans que le Régime de retraite des enseignants ne s'y soit appliqué, qui comptait au moins dix années de service aux fins de cette huitième partie de ladite loi au moment où elle a cessé d'être un fonctionnaire de l'enseignement et qui à ce moment était âgée d'au moins cinquante-deux ans, dans le cas d'un fonctionnaire de l'enseignement du sexe masculin, et d'au moins quarante-huit ans, dans le cas d'un fonctionnaire de l'enseignement du sexe féminin, a droit à une pension conformément aux dispositions du Régime de retraite des enseignants.

24. Every person who was an officer of education, to whom Part VIII of the Education Act applied but to whom the Teachers Pension Plan did not apply, who had at least ten years of service for the purposes of such Part VIII of the said act when he ceased to be an officer of education and who at such time was at least fifty-two years of age in the case of a male officer of education and at least forty-eight years of age in the case of a female officer of education, shall be entitled to a pension in accordance with the provisions of the Teachers Pension Plan. Pension
for certain
officers of
education.

Date
d'octroi
de pension
et forma-
lités.

Une telle pension est accordée à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi à toute personne qui y a alors droit et qui en fait la demande au ministre des finances dans les six mois qui suivent cette date; si la demande est faite plus de six mois après cette date, la pension est accordée à compter de la date de la demande.

Such a pension shall be granted from the date of the coming into force of this act to any person who is then entitled thereto and who makes application therefor to the Minister of Finance within six months after such date; if such application is made more than six months after such date, the pension shall be granted from the date of the application. How and
when
granted.

Revalorisation.

Le montant de toute pension accordée en vertu du présent article est augmenté à compter du moment où elle est accordée, de 8%.

The amount of every pension granted under this section shall be increased by 8% from the time when it is granted. Revalori-
zation.

Remise
des
contri-
butions.

Toute personne qui aurait droit à une pension en vertu du présent article mais

Every person who would be entitled to a pension under this section but to whom Return of
contribu-
tions.

à qui les contributions ont été remboursées doit, pour y avoir droit, les remettre avec un intérêt au taux de 5% l'an applicable depuis la date à laquelle elles ont été remboursées.

contributions were reimbursed must, to be entitled thereto, return them with interest at the rate of 5% per annum applicable from the date when they were reimbursed.

Droits
acquis
mainte-
nus.

25. Aucune pension ou demi-pension dont un versement a été effectué en faveur d'une personne en vertu des articles 10 ou 11 du Régime de retraite des enseignants au cours du mois qui a précédé le 17 juillet 1970 ne doit être discontinuée ou réduite par suite de l'application des articles 8, 9 et 10 de la présente loi.

25. No pension or half pension of which an instalment was paid to any person under section 10 or 11 of the Teachers Pension Plan during the month preceding the 17th of July 1970 shall be discontinued or reduced in consequence of the application of sections 8, 9 and 10 of this act. Acquired
rights
main-
tained.

1969
c. 15,
a. 44,
ab.

26. L'article 44 de la Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires (1969, chapitre 15) est abrogé.

26. Section 44 of the Act to amend the Civil Service Superannuation Plan (1969, chapter 15) is repealed. 1969
c. 15,
s. 44,
repealed.

Effet.

27. Les articles 6 et 19 ont effet à compter du 12 août 1967 et les articles 2, 5 et 18 à compter du 1^{er} juillet 1970.

27. Sections 6 and 19 shall have effect from the 12th of August 1967, and sections 2, 5 and 18 from the 1st of July 1970. Effect.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

28. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.